



# CODESRIA

**12th General Assembly**  
Governing the African Public Sphere

**12e Assemblée générale**  
Administrer l'espace public africain

**12a Assembleia Geral**  
Governar o Espaço Público Africano

ةي عمجل ةي مومعلا ةي ناثلا رشع  
حكم الفضاء العام الإفريقي

**Comment peut-on « muséographier » un espace public sacré ?  
Cas d'Akaba Idéna, la porte monumentale de la cité  
historique de Ketu (République du Bénin)**

**Alexis B.A. Adandé**  
Département d'histoire et d'archéologie  
Université d'Abomey-Calavi



07-11/12/2008  
Yaoundé, Cameroun

## **Introduction**

L'Afrique post-coloniale n'a toujours pas liquidé le passif des ruptures provoquées ou entretenues par l'administration coloniale et surtout l'idéologie du mépris de soi, infiltrée jusqu'au niveau religieux. Pourtant il n'aura pas manqué, en son temps, des Africains patriotes ou simplement lucides pour poser le diagnostic des traumatismes hérités (Fanon, 1951) et pour indiquer les voies de la décolonisation mentale. Le rôle fondamental de l'éducation avait été rappelé dans cette indispensable ascèse sociale et culturelle à la suite de la domination coloniale (Moumouni, 1964). Au regard de la situation actuelle, il nous faut bien constater la réalité du dicton selon lequel: "Nul n'est prophète chez soi"! Il serait d'une rare justesse sur notre continent...

En choisissant le thème général : *"Administrer l'espace public africain"*, pour sujet de réflexion de la XIIème Assemblée générale, le Conseil scientifique du CODESRIA offre, une fois de plus une occasion à la communauté des chercheurs et à l'intelligentsia moderniste du continent de faire le point de la situation en Afrique. Mieux, c'est une interpellation directe non seulement des professionnels de la recherche mais aussi des décideurs politiques et des opérateurs économiques africains, pour faire l'état des lieux du continent et se prononcer sur son devenir. A ce propos, nous ne pouvons manquer de saluer, ici, la pertinence du choix du thème central et nous féliciter du dynamisme impulsé par l'équipe du secrétariat général qui nous permet de commémorer, cette année, le trente-cinquième anniversaire du Conseil pour le développement des sciences sociales en Afrique, autour d'un thème aussi dense. Pour notre part, nous avons retenu de contribuer à cet effort de réflexion, sous l'angle du rapport au sacré, à la gestion d'un espace spécifique et au sacrilège. Autrement dit, en partant d'une étude d'un cas replacé dans son contexte culturel yoruba-nago, en République du Bénin, montrer les paradoxes de la prise de décision unilatérale de la bureaucratie d'Etat quand celle-ci choisit de se situer dans la logique de l'extraversion. Ketu est une cité historique dont le rayonnement dépasse les frontières actuelles du Bénin contemporain, non seulement en direction du Nigeria et des foyers de la diaspora récente en Côte d'Ivoire, au Ghana et autres contrées africaines mais aussi des descendants de la diaspora issue de la tragédie transatlantique, à Cuba et au Brésil notamment. Cette cité a été donc marquée par l'histoire et elle en garde encore les stigmates, elle a été détruite au XIXème siècle et sa population dispersée, avant d'amorcer sa reconstruction à la fin du même siècle et au début du suivant. Toutefois, la vieille ville conserve toutes les caractéristiques de la cité yoruba, outre ses vieux quartiers et marchés intérieurs, les ruines de palais royaux, les vestiges de son rempart et fossé d'enceinte et

surtout sa porte monumentale désignée: *Akaba Idéna*, siège de la divinité protectrice de la cité. Pour les natifs de Ketu, Akaba Idéna à une valeur au moins double: y réside une grande déité protectrice et est le symbole de leur résistance à l'adversité. Pour les bureaucrates en charge de la gestion du patrimoine culturel national, c'est au plus une attraction touristique susceptible de générer des ressources financières. Là, se situe, probablement, l'écart entre deux fractions d'une même société, la société béninoise post-coloniale, porteuses chacune de différences culturelles et idéologiques quasi antagoniques.

### **1. Le concept de patrimoine vivant et les rapports de l'élite africaine à la culture populaire**

La question culturelle reste récurrente sur le continent africain. Certes, elle n'a pas la même tonalité dans chaque pays, certains sont plus avancés que d'autres dans la réduction de la fracture entre l'élite au pouvoir et les valeurs culturelles vécues par le peuple, à commencer par l'usage des langues ou d'une langue nationale dans l'administration, dans le système éducatif officiel. Les pays anglophones en général et ceux d'Afrique orientale et australe en particulier, paraissent avoir une nette avance sur les pays dits francophones ou lusophones. Le cas des pays dits arabophones n'est pas abordé car il nous semble devoir requérir une analyse en profondeur, si le patrimoine populaire doit servir de fondement à toute approche sérieuse, débarrassée de tout cliché réducteur.

En fait, c'est au sein du peuple que vit la culture séculaire dans toutes ses dimensions, cette culture vivante n'est pas que immatérielle, elle a des aspects tangibles sous forme de la culture matérielle qui permet à nos populations de produire encore une part importante des biens nécessaires à la vie quotidienne malgré la concurrence parfois mortelle des objets manufacturés locaux ou d'importation massive. Les artisanats, les savoirs 'locaux', 'endogènes', traditionnels', les savoir-faire et savoir être, sont autant d'éléments d'un patrimoine qui reste vivant tant qu'ils servent mais ce n'est pas sans érosion, au fur et à mesure que des pans entiers de connaissance tombe dans l'oubli (Adandé, 1992:228-229). Ce qui est valable dans le domaine du profane, l'est dans le domaine du religieux, du sacré, les croyances, les valeurs spirituelles que leurs supports matériels. Sur ce continent de la diversité tant dans le domaine de la nature très contrastée que des cultures très riches et variées, la signification, le sens attribué aux sites peut rester constant, permanent ou changer selon les groupes en présence ou les rapports de force. Ainsi, les bois sacrés, les forêts consacrées, des lieux construits ou non porteurs de sens, ont survécu jusqu'à nos jours et d'autres ont

disparu à divers moments de l'histoire en raison des forces en présence et de la prédominance à un moment donné de celles porteuses de destruction ou au contraire de celles favorables à la conservation du patrimoine qu'il soit dit naturel ou culturel.

Après la période coloniale, les nouveaux pouvoirs politiques africains sont généralement restés ambigus ou ambivalents par rapport à la question patrimoniale. Héritières d'un appareil bureaucratique pour l'essentiel répressif, en tout cas hostile aux initiatives populaires, les élites africaines mettent du temps à le réformer de fond en comble, si elles ne sont pas à l'origine du dysfonctionnement des tentatives de réformes effectuées çà et là. En fait il y a le discours volontiers radical et la praxis sociale souvent source de chaos, d'échec (Adandé, 2007:149-156). Cette attitude souvent inconséquente des cadres de la gestion des espaces publics, des ressources patrimoniales nationales ou déclarées telles, est à la source du divorce de plus en plus patent entre le peuple ou des communautés d'avec les décideurs ou du moins ceux qui s'arrogent le titre ou la fonction dans les Etats africains contemporains quelque soit la procédure employée (voie des urnes, nomination administrative, coup de force, etc.) pour accéder à ce pouvoir de décider pour les autres.

## **2. Un cas de tentative de 'muséographe' du patrimoine vivant: Akaba Idena, la porte monumentale de Ketu**

La question culturelle est généralement considérée comme un domaine sensible car elle touche le champ de l'identité que implique le niveau de la sphère du privé voire de l'intimité mais également le collectif ceux avec qui on a en partage le véhicule linguistique, des valeurs, des croyances. Comme nous l'avons évoqué plus haut, la culture vivante implique aussi bien des aspects immatériels que des supports tangibles.

En République du Bénin, à la faveur du "Renouveau démocratique" qui a été consécutif à la Conférence des forces vives de la Nation de février 1990, le gouvernement de Nicéphore Soglo, avait sollicité la coopération bilatérale française pour financer la réhabilitation, entre autre, de la porte monumentale de la ville de Ketu. Les travaux ont été confiés à une entreprise béninoise qui a respecté scrupuleusement le cahier de charge et pour la réalisation des opérations, elle s'est appuyée sur le savoir - faire des artisans locaux sous la supervision des autorités traditionnelles de la localité (le souverain-*alaketu/kabiyessi* et les chefs religieux). Il convient de rappeler que la conservation de *Akaba Idéna* était assurée jusqu'à cette intervention de la puissance publique, essentiellement par la communauté locale, les

natifs et les sympathisants de la cité historique de Ketu. Ainsi, à la réception de l'ouvrage en 1994, les responsables béninois du département de la gestion du patrimoine culturel, dévoile leur projet de faire de cet espace public, un nouveau musée national à accès tarifé (WAMP, 2007:28). Les dispositions matérielles avaient été immédiatement prises en aménageant un enclos en avant et en arrière de ce monument à double porte (une mâle, à laquelle on accède après le franchissement du fossé et l'autre femelle que l'on atteint après avoir parcouru un vestibule et une cour pour entrer dans la vieille cité) (fig. 3). L'ensemble est couvert, excepté la cour à impluvium, des meurtrières sont ménagées vers l'extérieur ainsi que des chambres de garde pour les sentinelles. Au-dessus de la porte un escalier dont l'accès est réglementé, conduit vers l'autel de la déité protectrice de la cité et qui donne à ce monument son caractère sacré. En temps de paix, les portes doivent rester ouvertes et il serait agréable à cette divinité que le sol soit foulé par des personnes bien intentionnées qui franchissent pieds-nus le seuil principal.

Ainsi deux logiques étaient mises face à face, d'une part celle des héritiers directs d'un patrimoine pluriséculaire et, d'autre part, celle du politique représenté par les gestionnaires du patrimoine de la direction du patrimoine culturel (D.P.C.) et leur projet "*sacrilège*"! Elles ne tarderont pas à s'affronter.

Avant de venir au récit de cette confrontation malheureuse, faisons un bref rappel historique pour mieux cerner les enjeux actuels. La cité de Kétu est née, selon les traditions orales, de la première génération des villes issues des migrations à partir de Ile Ife le "berceau de la culture yoruba". A défaut de recherches archéologiques approfondies dans la vieille cité et en l'absence de données chronométriques, les historiens du monde yoruba situent sa fondation à la fin du XVIème ou au début du XVIIème siècle (Adédiran, 1994: 90). Elle a organisé un royaume autonome qui a occupé un espace géographique que l'on situe à cheval de la frontière bénino-nigériane et autour d'elle et de son deuxième pôle Meko, aujourd'hui en territoire de la République fédérale du Nigeria.

Si le fondateur de la cité de Ketu est *Ese*, c'est à *Alaketu Sa*, le quatorzième sur la liste royale, que sont attribués les ouvrages de défense de la ville pour la protéger des attaques des voisins et ils ont été achevés par son successeur, *Ekpo*:

*" L'ensemble de la fortification mesure environ 3 500 mètres de circonférence (sic). Le fossé, large de 5 mètres environ, est interrompu à l'Est par la porte d'entrée, l'unique*

*porte de la ville, appelée ici AKABA IDENA (porte de la sentinelle). Cette porte est 'certainement le plus important exemple d'architecture militaire du monde yoruba'(Ajayi & Smith, 1964:27). Il s'agit d'un ensemble assez massif et assez imposant, d'une dizaine de mètres de côté. ' La porte d'IDENA possède deux entrées, intérieure et extérieure, de profonds porches situés à un angle, face à face, avec une porte externe s'avancant sur la ligne de la tranchée; entre les porches, il y a une cour avec une véranda couverte. Les murs en terre ont une épaisseur de 60 à 100 centimètres; l'édifice était couvert de chaume'. Aujourd'hui, le toit de chaume est remplacé par des feuilles de tôle ondulée." (Iroko & Igué, 1975:8; Igué, 2008: 151).*

Ainsi il existe une documentation de base sur cette cité et des données anthropologiques sont disponibles mais elles ne semblent pas avoir été prise en compte dans le projet de muséographie du monument historique vivant et spirituellement fonctionnel pur les habitants de Ketu. Il est vrai que le réflexe documentaire semble constamment absent dans cette institution en charge de la gestion du patrimoine culturel, en République du Bénin. Nous avons déjà eu à déplorer l'absence de normes dans le projet de 'réhabilitation' de l'ancien fort portugais "São João Baptista de Ajuda"qui abrite le musée d'histoire de la ville de Ouidah (Adandé, 2000:129-131). Par ailleurs, pour des raisons à élucider, régulièrement, cette direction omet d'inclure dans le cahier de charge des entreprises ou dans le budget des projets d'intervention sur des sites historiques, les fouilles de sauvetage. Le même regret a été exprimé pour les travaux de restauration de *Akaba Idéna*, aux résultats par ailleurs remarquables, comme nous l'avons déjà souligné.

A défaut d'un dialogue avec la population, un conservateur a été nommé et affecté au musée de site *Akaba Idéna*. Inutile de préciser que ce fonctionnaire n'était pas le bienvenu et qu'il n'avait pas l'appui de l'*Alaketu* alors régnant. Une lourde atmosphère d'hostilité a entouré ce conservateur jusqu'à ce qu'il se sente contraint de se retirer après avoir, d'après lui reçu des menaces et surtout après un grave accident de la circulation auquel il a survécu. Depuis le poste est vacant et l'administration centrale semble avoir laissé *de facto*, la gestion du monument à la communauté. L'accès y est à nouveau libre, à condition de respecter la coutume de se déchausser avant de franchir le seuil principal. Des guides "spontanés" proposent leurs services pour vous conduire à travers le monument et vous débiter les fragments de tradition qu'ils ont glanés on ne sait trop où.

Il y a, là, manifestement un vide que des guides imprimés du genre *Le petit futé*, n'arrivent pas vraiment à combler quand ils ne cultivent pas des contre-vérités.

### **3. Le drame de l'extraversion: une bureaucratie occidentalisée, la légèreté culturelle du politique**

Ce cas de projet muséal est un révélateur des nombreux problèmes des Etats héritiers des distorsions consécutives aux pratiques de l'administration et à l'éducation de la période coloniale et aux inaptitudes des décideurs actuels à les surmonter. Bien que plus de trois décennies se soient écoulées depuis l'octroi de l'indépendance et que ce ne soient plus des coloniaux ou des assistants techniques français ou autres qui prennent des décisions ou qui conçoivent des projets de musées, force est de constater que des nationaux agissent comme des étrangers à leur propre culture, vis à vis des "masses populaires", avec mépris (Gbédjinou, 2008:29-36) et une suffisance étonnante quand on considère l'absence d'une démarche documentaire élémentaire pour des cadres qui ont aujourd'hui un niveau universitaire relativement élevé, la maîtrise, le DEA ou l'équivalent. Manifestement, le problème se situe ailleurs. Pour nombre de responsables y compris hélas du domaine de la culture, notre patrimoine ne mérite d'être préservé que s'il peut rapporter de l'argent (Gbédjinou,2008:32). La conception qu'ils ont concrètement du musée, en dehors de toute rhétorique, c'est d'abord une attraction touristique. Et le touriste c'est avant tout celui qui a un pouvoir d'achat conséquent, l'Occidental, le Blanc. Notre culture dans cette conception du patrimoine est programmée pour être un simple folklore au sens le plus vulgaire du terme. Cette attitude mentale des cadres de conception peut d'autant plus se donner libre cours d'autant que les politiques culturelles quand elles sont couchées sur papier ne quittent pas cette position ou très rarement. En clair on peut ausculter les pays de notre continent, on pourrait, dans la perspective la plus optimiste compter sur les doigts d'une main ceux qui se sont dotés d'une politique culturelle cohérente au profit des couches populaires en priorité. La légèreté des politiques africains en matière culturelle semble refléter leur ignorance de leur propre culture ou celle de leur peuple dont la diversité est une grande constante sur notre continent. Un simple test: combien de ministres de la culture ont-ils visité les musées de leur propre pays en-dehors de l'accompagnement d'un visiteur "de marque"? Je n'oserai faire l'affront à nos chefs d'Etat mais combien de cadres le font? L'extraversion est d'abord un mode de se penser étranger à soi et s'exprime par des attitudes et des exclusions, des omissions. Les conséquences ne sont pas toujours évaluées en profondeur. Elles ont des répercussions désastreuses y compris dans la sphère socio-économiques puisqu'elle dicte jusqu'à nos

modèles de consommation matérielle voire spirituelle. Elle contribue à distordre les schèmes de penser des couches populaires quand elle n'accentue pas le divorce entre ces dernières et cette élite extravertie qui se veut moderne ou moderniste.

**En guise de conclusion** à cette rapide étude de cas de sacrilège administratif, nous sommes contraint de constater que dans le domaine du culturel, le zèle de l'élite "instruite" à déconstruire sa culture, son histoire et à "bazarder" son patrimoine culturel et naturel a quelque chose d'ahurissant. Ainsi notre constat rejoint celui de Boubacar Boris Diop qui dit ceci: " *Un demi-siècle après, on se rend compte que notre vraie tragédie se résume ainsi: les élites africaines, après avoir tout 'oublié', n'apprennent finalement rien. Il y a un nom assez courant pour cette forme de monstruosité: la folie. Et, d'une certaine façon, notre démente, si ravageuse, consiste à s'imaginer que la modernité signifie la rupture totale d'avec son passé alors qu'elle doit être l'approfondissement des héritages les plus anciens, omniprésents et chaque fois différents*" ( Celhto:92-93). Certes, notre continent est réputé être à un carrefour décisif pour son avenir, des bouleversements irréversibles seraient en cours et il appartiendrait à ses élites de donner les impulsions nécessaires pour que les peuples africains prométhéens transforment radicalement les paysages de misère et de famines qui semblent dominer sur un continent réduit à lutter contre la pauvreté sans chercher à comprendre les causes fondamentales de ses misères....

En fait, nous sommes interpellés par nos propres inconséquences et un examen de nos attitudes vis à vis de notre propre culture, de notre propre patrimoine et les réponses que nous trouverons au cours de cette quête, nous éclaireront sur nos chances d'avoir choisie la bonne ou les bonnes voies au carrefour de notre histoire. La sagesse populaire ne dit-elle pas: "*si tu ne sais pas où tu vas, sache au moins d'où tu viens...*".

### **Références bibliographiques**

Adandé Alexis 1992 "*Recherche archéologique et information des nationaux*", Quels musées pour l'Afrique? Patrimoine en devenir, Paris: ICOM, pp. 227-230.

\_\_\_\_\_ 2000 "*Benin- Buried heritage, surface heritage: the Portuguese fort of São João*

*Baptista de Ajuda*", ch. 18, pp. 127-131. In C.D. Ardouin & E. Arinze (eds.),



Museums & History in West Africa, Washington: Smithsonian Institution Press, Oxford:James Currey.

\_\_\_\_\_ 2002" *Entre panache discursif et praxis chaotique: de la nécessité d'une autocritique de l'intelligentsia africaine*", ch. 8, pp. 145-160. In Alexis B.A. Adandé (dir.), *Intégration régionale, démocratie et panafricanisme - paradigmes anciens, nouveaux défis*, Dakar: Codesria.

Adandé Alexis et alii 2005 *Reconnaissance archéologique sur l'axe routier Pobè - Kétou, 02-16 décembre 2005 (rapport provisoire)*, Abomey-Calavi: UAC/DHA/ERAB/Projet bénino-danois d'archéologie (BDArch), 10 p.+ XI p. annexes.

Adediran Biodun 1994 *The Frontier States of Western Yorubaland, circa 1600-1889 – State Formation and Political Growth in an Ethnic Frontier Zone*, Ibadan: Institut Français de Recherche en Afrique (IFRA), 248 p.

CELHTO 2008 *La Charte de Kurukan Fuga - Aux sources d'une pensée politique en Afrique*, Conakry:Société Africaine d'Edition e de Communication Paris: Editions Karthala, 162 p.

Ajayi J.F.A. and R.S. Smith 1964 *Yoruba warfare in the Nineteenth Century*, Cambridge: C.U.P.

Gbédjinou Rodrigue, 2008, *Le changement - idéologie ou réalité, hommage à Mgr Isidore de Souza*, Cotonou: Star Editions, 161p.

Hountondji Paulin J., 1997, *Combats pour le sens- itinéraire africain*, Cotonou: Les éditions du Flamboyant, 300 p.

Igué John O. 2008, *Les villes précoloniales d'Afrique noire*, Paris: Les éditions Karthala, pp. 149-155.

Moumouni Abdou 1964, *Education en Afrique noire*, Paris: François Maspéro.

Ojo G.J.A. 1966 *Yoruba Culture: A geographical analysis*, University of Ifê and University of London.

Parrinder E.G. 1997 *Les vicissitudes de l'histoire de Ketu*, traduit de l'anglais par Toussaint Sossouhounto (titre original: *The Story of Ketu*, 1956/1967, Ibadan: Ibadan University Press), Cotonou: Les éditions du Flamboyant, 151 p.

WAMP 2007 *Directory of Museums in West Africa / Répertoire des musées de l'Ouest africain*, Dakar: West African Museums Programme, p. 28.

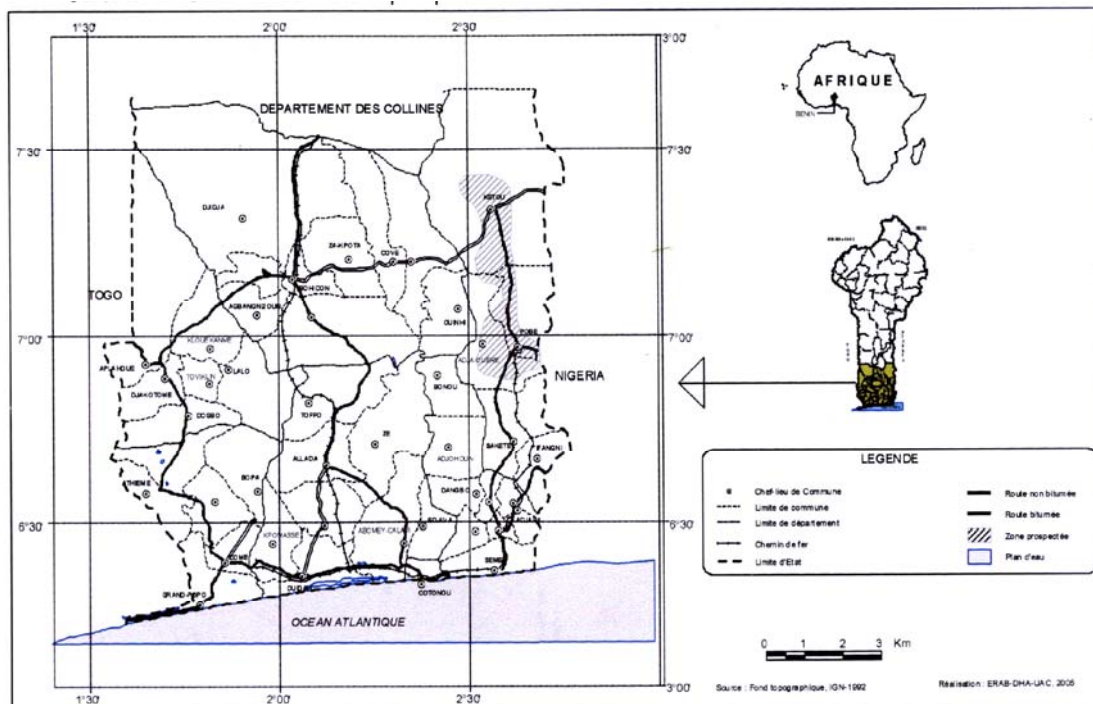
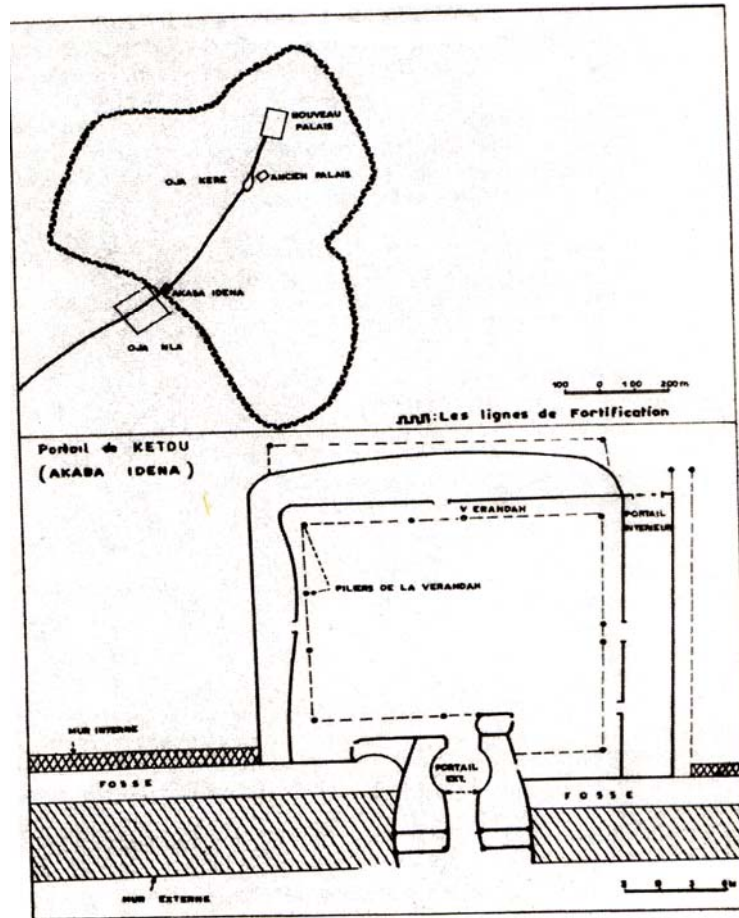


Figure n°1 : Situation de Ketu



Figure n° 2 : Akaba Idéna, porte sacrée de Ketu



(d'après Iroko et Igué)

Figure n° 3 : Plan de Akaba Idéna et de la fortification de Ketu